



Nations Unies

# Communiqué de presse

## Conférence de presse

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

### **CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, MIGUEL D'ESCOTO BROCKMANN**

Le Président de l'Assemblée générale, Miguel d'Escoto Brockmann, a expliqué, cet après-midi devant la presse, les raisons pour lesquelles il avait décidé de reprendre une session extraordinaire d'urgence sur le Moyen-Orient, invoquant l'Article 24 de la Charte des Nations Unies sur la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales conférée par les États Membres de l'Organisation au Conseil de sécurité.

L'Assemblée générale devrait reprendre, à 17 h 30, sa dixième session extraordinaire d'urgence sur les « mesures illégales prises par Israël à Jérusalem-Est et dans le reste du Territoire palestinien occupé ».

M. Brockmann, lors d'une conférence de presse, au Siège des Nations Unies à New York, a indiqué avoir pris cette décision « en raison de ce qui doit être considéré comme l'inefficacité de l'ONU à réaliser le principal objectif pour lequel elle a été créée qui est celui d'éviter la guerre ».

L'Article 24 de la Charte stipule qu'« afin d'assurer l'action rapide et efficace de l'Organisation, ses Membres confèrent au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et reconnaissent qu'en s'acquittant des devoirs que lui impose cette responsabilité, le Conseil agit en leur nom ».

« Il y a eu beaucoup de pressions pour que l'Assemblée générale s'exprime » face au « dysfonctionnement » du Conseil de sécurité, a déclaré M. Brockmann, précisant avoir surtout reçu des demandes par téléphone, qui « se sont accrues ces deux derniers jours », et certaines de la part de chefs d'État. « Voilà pourquoi nous avons demandé une reprise de la session extraordinaire d'urgence pour parler de cette question », a-t-il ajouté.

« Assez, c'est assez! » s'est exclamé M. Brockmann. Le Président de l'Assemblée générale s'est ainsi indigné d'une citation de la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, qu'il a lue aux journalistes: « L'activité diplomatique intense de ces derniers jours vise à alléger la pression pour un cessez-le-feu et à laisser du temps à la poursuite de l'opération militaire pour qu'elle achève ses objectifs ».

Mme Livni « dit que l'objectif diplomatique fondamental d'Israël est de gagner du temps », a commenté M. Brockmann. « Gagner du temps pour quoi ? Pour qu'il y ait plus de meurtres ? Pour qu'il y ait plus de destructions, plus de souffrance d'innocents ? »

Le Président de l'Assemblée générale a par ailleurs estimé qu'« aucun ennemi des États-Unis n'aurait pu causer plus de dégâts aux États-Unis que ne l'a fait le Président (américain) Bush ».

M. Brockmann a estimé que « la communauté internationale ne peut rester silencieuse ». « Israël, a-t-il également dit, devrait être ouvert aux résolutions, pas seulement à celles du Conseil de sécurité qu'il ne se gêne pas d'ignorer, mais aussi à celles de l'Assemblée générale. »

« L'obligation morale, juridique et politique de tout État Membre de l'Organisation est d'œuvrer en faveur de la paix et non de bloquer la paix, et de ne jamais dire que le moment n'est pas venu d'imposer un cessez-le-feu parce qu'il ne sera pas permanent », a encore souligné le Président de l'Assemblée générale.

\* \* \* \*

---

**À l'intention des organes d'information • Document non officiel**